

« CONTENTIEUX HISTORIQUE FRANCO AFRICAIN » De Daniel Yagnye Tom - Avant-propos : « Les hommes politiques camerounais et Africains en général, ont peur du Contentieux Historique ».

L'actualité politique africaine a été marquée ces dernières années par des retours en arrière spectaculaires de l'Occident sur son rôle dans le passé de nos pays. C'est ainsi par exemple que le Département d'État américain a reconnu son rôle dans l'assassinat de Patrice Lumumba en Janvier 1961, alors qu'il était le 1er Premier Ministre en fonction du Congo-Léopoldville (RDC de nos jours) indépendant ⁽¹⁾. Il faut également saluer le courage dont a fait preuve la France en affrontant la controverse sur l'assassinat de Patrice Lumumba, même si, tout comme les USA, malheureusement, elle n'en n'a pas tiré toutes les conséquences. Elle s'est déclarée responsable de ce meurtre mais pas coupable. De même, il faut également saluer la reconnaissance par l'France de ses crimes en Lybie suivie d'une réparation conséquente. L'France en a fait autant à l'égard de la Namibie, et le Royaume- Uni à l'égard de l'Inde, du Pakistan et du Kenya, entre autres.

La France par contre, persiste à classer avec dédain et condescendance ses crimes au Cameroun, et ailleurs en Afrique noire, dans le registre des affabulations, comme ce psychanalyste français que cite Césaire dans le *Discours sur le colonialisme*, qui tenait les maux des Malgaches colonisés par la France pour des maux imaginaires. Le ministre français de l'intérieur a encore persisté et signé tout récemment dans le cadre de questions parlementaires à l'Assemblée Nationale à Paris, en déclarant que la France n'avait fait qu'aider l'Afrique, et qu'il appartenait désormais aux historiens d'étudier l'histoire des relations de la France avec nos pays comme un pur cas d'école.

Même François Fillon, premier ministre français en visite officielle au Cameroun il y a cinq ans a considéré comme des «fantasmes», les allusions aux massacres pendant la guerre pour l'Indépendance. Pour Pierre Messmer, militaire venant de l'Indochine et Haut-Commissaire de la France au Cameroun, les «massacres ont bien eu lieu mais c'étaient des affaires entre Camerounais.»...

Quant au président François Hollande, enfin, lors de son passage au Kamerun le 03 juillet 2015, il a reconnu timidement les exactions

commises par les troupes françaises dans notre pays. On peut donc valablement déclarer 2016, année du contentieux historique parce que c'est l'année du centenaire de l'Annexion criminelle du Cameroun par la France et la Grande Bretagne, l'Année du début du Contentieux Historique ! Les hommes politiques et intellectuels camerounais de leur côté, semblent faire bien pire que la France dans la mesure où ils manifestent une grande réticence à traiter de l'histoire, et plus particulièrement, de notre histoire. En cela, ils ne sont pas conséquents par rapport aux idéaux pour lesquels de nombreux patriotes sont morts.

Au moment où de nombreux kamerounais se disent choqués par le Contentieux Historique qui prévaut entre la France et nous, dont ils s'efforcent de masquer le vrai sens sous l'accusation de haine ou de rancune, les bourreaux eux-mêmes, responsables de ce contentieux, étouffent sous le poids de leurs lourds « secrets » et aspirent à vider leur conscience. En évoquant la question de la Françafrique et de ses effets pervers qui perdurent, certains prétendus « anticolonialistes critiques », en vérité révisionnistes, recherchent désespérément des preuves et crient dans la foulée au passéisme infantilisant.

Dans le même temps, une des voix les plus autorisées de la Françafrique, bravant le risque de se retrouver taxée de gâteaux et par conséquent enfermée dans un asile, déballe sans état d'âme le tréfonds de cette pieuvre ⁽²⁾

En particulier, dans un entretien avec Pierre Péan, Jacques Chirac déclare à propos des Africains :

« Après leur avoir volé leur culture, on leur a volé leurs ressources, leurs matières premières en se servant de leur main-d'œuvre locale. On leur a tout piqué et on a répété qu'ils n'étaient bons à rien. Maintenant, c'est la dernière étape : on leur pique leurs intelligences en leur distribuant des bourses, et on persiste à dire de ceux qui restent : 'ces Nègres ne sont décidément bon à rien' » ⁽³⁾

En d'autres circonstances, il a avoué :

« Nous avons saigné l'Afrique pendant quatre siècles et demi. Ensuite, nous avons pillé ses matières premières ; après, on a dit : ils [les Africains] ne sont bons à rien. Au nom de la religion, on a détruit leur culture et maintenant, comme il faut faire les choses avec plus d'élégance, on leur pique leurs cerveaux grâce aux bourses. Puis, on constate que la malheureuse Afrique n'est pas dans un état brillant, qu'elle ne génère pas d'élites. Après s'être enrichi à ses dépens, on lui donne des leçons » ⁽⁴⁾

De tels aveux, reliés aux actes des USA, Belgique, Allemagne, Grande-Bretagne relevés plus haut, constituent un message fort pour la *Génération Consciente* des Africaines et des Africains. Pourquoi la reconnaissance des crimes graves commis contre l'Afrique et ayant durablement compromis son avenir s'arrêterait-elle à une déclaration de pure forme non suivie d'effet, comme ce fut le cas pour l'holocauste des Juifs, par exemple ?

Il est temps que les hommes politiques au Cameroun et ailleurs en Afrique cessent de fouler aux pieds la mémoire des héros morts pour l'indépendance et des populations massacrées pour avoir revendiqué leurs droits les plus naturels, et qu'ils exigent publiquement la reconnaissance par la France de ses crimes, accompagnée naturellement d'une réparation conséquente. Une telle perspective n'a rien de chimérique, puisque Jacques Chirac, encore lui, en révèle la possibilité :

« On oublie une chose : c'est qu'une grande partie de l'argent qui est dans notre porte-monnaie vient précisément de l'exploitation depuis des siècles de l'Afrique. Pas uniquement, mais beaucoup vient de l'exploitation de l'Afrique ! Alors il faut avoir un petit peu de bon sens. Je ne dis pas de générosité, mais de bon sens, de justice pour rendre aux Africains, ...ce qu'on leur a pris. D'autant que c'est nécessaire si l'on veut éviter les pires convulsions ou les difficultés avec les conséquences politiques que cela comporte dans le proche avenir » ()

1 - <http://www.cameroonvoice.com/news/article-news-13752.html>

2 - Voir vidéo : <http://www.youtube.com/watch?v=Z2GSu5ewwkk>

3 - Pierre Péan, *L'inconnu de l'Elysée*, Fayard, 2007.

4 - Jacques Chirac, propos tenus en marge du Sommet France-Afrique de janvier 2001 au Cameroun, rapportés par *Le Monde*, 13 février 2007.

Il se trouve que le maintien suicidaire de la zone franc, des accords de coopération aliénants, la domination de notre économie par le capital étranger, l'absence d'un tissu industriel conséquent dans un pays dépendant de matières premières, la corruption hallucinante de toutes les institutions, les dysfonctionnements de l'État et de la société qui s'ensuivent, la célébration d'une « Réunification » tronquée source d'irrédentismes, tous ces actes irrationnels et absurdes posés par nos dirigeants contre les intérêts évidents de nos populations, toutes ces calamités sont liées, directement ou indirectement, à la persistance du *Contentieux Historique* en ce qu'ils découlent de la tragédie d'un « Demi-siècle d'indépendance truquées » qui ont fait aux satrapies néocoloniales un lit bien confortable. Le *Contentieux Historique* devient ainsi une donnée éminemment POLITIQUE!!!!

Comment et au nom de quoi peut-on avaler une pilule aussi amère ? Comment espère-t-on bâtir une société dans le sens bien compris des intérêts des Kamerunais, si on ne lève des hypothèques aussi lourdes ? Comment entendons-nous devenir un pays véritablement libre si nous ne nous résolvons pas à poser clairement et résoudre définitivement l'équation de la quadrature du cercle politique dans lequel notre destinée est embrigadée depuis bientôt soixante ans ?

Le *Contentieux Historique* est, à côté des revendications d'ordre économique et social, le thermomètre à l'aune duquel on appréciera le patriotisme des hommes politiques au Cameroun. La lutte de libération nationale que les Upécistes de la première heure ont engagée demeure d'actualité et exige, pour être conduite victorieusement, d'avoir conscience tant du passif que l'échec de cette lutte fait peser sur nos populations et sur notre pays aujourd'hui encore.

Tous les maux que nous connaissons et que nous dénonçons à cor et à cri au fil des ans sont entrés dans notre pays par ce *Contentieux Historique* qui demeure irrésolu.

La Génération Consciente des Africains le place par conséquent au cœur de son appareil idéologique, comme moteur de celui-ci.

Lorsqu'on prononce le nom du Burkina Faso, les gens s'exclament avec une pointe de fierté et d'admiration : « Thomas Sankara ! », en évoquant son héroïsme, son héritage politique, et l'espoir qu'il a représenté en son temps, et continue de représenter, pour une Afrique libre, digne et auto-suffisante. Si vous parlez du Ghana ou du Zaïre (RDC) à quiconque, il les associera à « Nkrumah ou Lumumba », non sans évoquer leur histoire, leur vision d'un Etat panafricain puissant, et leur vie consacrée à un idéal de Liberté.

Dr Daniel Yagnye Tom

Président de l'Alliance Patriotique et Représentant spécial de l'UPC
En Afrique Australe et Centrale.